

**Groupement d'Employeurs A Lundi
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher - BP 18
40220 TARNOS**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Groupement d'Employeurs A Lundi
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher - BP 18
40220 TARNOS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'assemblée générale de l'association Groupement d'Employeurs A Lundi,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Groupements d'Employeurs A Lundi relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



III.- OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Subventions d'exploitation » de la partie « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant la convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE conclue avec la DREETS.

IV - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes et conventions générales appliqués, et relatifs notamment aux produits à recevoir, détaillés dans le paragraphe « Produits à recevoir par postes du bilan » présenté en annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association au titre des produits à recevoir précités sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport financier.

VI – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs

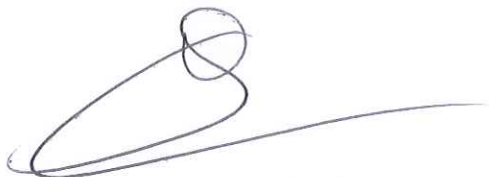


pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 30 avril 2025

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Christian SABAROTS

Cogérant

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



GROUPEMENT D'EMPLOYEURS A LUNDI

Bilan association

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Présenté en Euros	
				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Immobilisations incorporelles	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	5 001	315	4 686		4 686
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	364 312	115 973	248 338	269 910	- 21 572
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées	50 000		50 000		50 000
Autres titres immobilisés	2 168		2 168	2 168	
Prêts					
Autres	4 870		4 870	3 193	1 677
TOTAL (I)	426 351	116 288	310 063	275 271	34 792
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 191 043		1 191 043	740 256	450 787
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	491 375		491 375	92 097	399 278
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	428 751		428 751	1 158 105	- 729 354
Charges constatées d'avance	109 559		109 559	111 764	- 2 205
TOTAL (II)	2 220 728		2 220 728	2 102 222	118 506
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	2 647 079	116 288	2 530 791	2 377 493	153 298



commissaire
aux comptes

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	510 233	510 233	
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	321 498	148 443	173 055
Excédent ou déficit de l'exercice	165 522	173 055	- 7 533
Situation nette (sous total)	997 253	831 731	165 522
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	10 345	21 739	- 11 394
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	1 007 598	853 470	154 128
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	199 586	137 689	61 897
TOTAL (III)	199 586	137 689	61 897
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	185 067	215 261	- 30 194
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 401	110 098	- 10 697
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	845 967	812 209	33 758
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	193 173	17 540	175 633
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		231 226	- 231 226
TOTAL (IV)	1 323 607	1 386 334	- 62 727
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	2 530 791	2 377 493	153 298



**commissaire
aux comptes**

**GROUPEMENT
D'EMPLOYEURS A LUNDI**

Compte de résultat association

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS A LUNDI

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	41 476	42 966	- 1 490	-3,47
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	2 609 031	2 854 646	- 245 615	-8,60
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	768 315	319 504	448 811	140,47
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	93 039	84 233	8 806	10,45
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1	1		0,00
Total des produits d'exploitation (I)	3 511 862	3 301 349	210 513	6,38
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	952 258	892 397	59 861	6,71
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	44 485	34 456	10 029	29,11
Salaires et traitements	1 595 124	1 459 821	135 303	9,27
Charges sociales	580 890	570 076	10 814	1,90
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	51 548	42 973	8 575	19,95
Dotations aux provisions	61 897	56 821	5 076	8,93
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	371	410	- 39	-9,51
Total des charges d'exploitation (II)	3 286 574	3 056 953	229 621	7,51
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	225 288	244 396	- 19 108	-7,82
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	12 391	545	11 846	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	12 391	545	11 846	N/S
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 765	3 070	- 305	-9,93
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



GROUPEMENT D'EMPLOYEURS A LUNDI

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	2 765	3 070	- 305	-9,93
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	9 626	-2 525	12 151	481,23
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	234 914	241 872	- 6 958	-2,88
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	1 891	2 187	- 296	-13,53
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 891	2 187	- 296	-13,53
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 891	2 187	- 296	-13,53
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	71 283	71 004	279	0,39
Total des produits (I + III + IV)	3 526 143	3 304 082	222 061	6,72
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 360 622	3 131 027	229 595	7,33
EXCEDENT OU DEFICIT	165 522	173 055	- 7 533	-4,35


commissaire
aux comptes

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS A LUNDI

Annexe aux comptes annuels

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 530 790,82 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 165 521,64 €.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.


commissaire
aux comptes

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		5 001		5 001
Immobilisations corporelles	334 650	29 662		364 312
Immobilisations financières	5 361	51 678		57 038
TOTAL	340 011	86 340		426 351

Amortissements et provisions d'actif = 116 288 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles		315		315
Immobilisations corporelles	64 740	51 233		115 973
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	64 740	51 548		116 288

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels	5 001	315	4 686	3 ans
Installations agencements aménag	149 123	32 368	116 755	de 3 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	90 624	47 725	42 899	de 3 à 5 ans
Mobilier	124 565	35 881	88 684	de 5 à 10 ans
TOTAL	369 313	116 288	253 025	

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	4 870		4 870
Actif circulant & charges d'avance	1 791 977	1 791 977	
TOTAL	1 796 847	1 791 977	4 870

Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	1 177 253
Autres créances	454 545
Disponibilités	2 956
TOTAL	1 634 754

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance, d'un montant de 109 559 €, ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



commissaire
aux comptes

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des fonds propres

Mouvements des fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres avec droit de reprise	510 233			510 233
Report à nouveau	148 443	173 055		321 498
Résultat	173 055	165 522	173 055	165 522
Subvention d'investissement	21 739		11 394	10 345
TOTAL	853 470	338 577	184 449	1 007 598

Provisions

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	137 689	61 897		199 586
TOTAL	137 689	61 897		199 586

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	185 067	30 859	126 909	27 299
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	99 401	99 401		
Dettes fiscales & sociales	845 967	845 967		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	193 173	193 173		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 323 607	1 169 399	126 909	27 299

Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	172
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	57 527
Dettes fiscales & sociales	468 515
Autres dettes	334
TOTAL	526 548



commissaire
aux comptes

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	2 609 031	100,00 %
TOTAL	2 609 031	100,00 %

Reprises provisions et transferts de charges

Détail des reprises sur amort. et prov et transfert de charges	Montant total	Taux
Reprise provision clients		
Avantage en nature	49 628	53.34%
Transfert de charges	43 411	46.66%
TOTAL	93 039	100,00%



commissaire
aux comptes

AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite :

Le montant de l'engagement de l'indemnité de départ à la retraite s'élève 199 589€. Il a été calculé en tenant compte de l'ancienneté des salariés au 31 décembre 2024 auquel est appliqué un coefficient de revalorisation de salaire en fin de carrière et d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge du départ à la retraite.

Ce calcul est obtenu en retenant les variables suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.35 %
- Revalorisation des salaires : 0.50% par an
- Taux moyen de charges patronales : 41%-50 %
- Table de mortalité définitive 2018-2020
- Age de départ : 64 ans
- Modalités de départ : 100 % à l'initiative du salarié

Cet engagement est comptabilisé au passif du bilan dans la rubrique « Provisions pour charges ».

Effectifs :

L'effectif moyen s'élève à 31 ETP (équivalent temps plein).

Subventions d'exploitation : FSE

Le GE A LUNDI avait conclu une convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE avec la DREETS pour une durée de 2 ans pour la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023. Cette convention prévoyait une contribution financière d'un montant de 581 732 euros.

Les conditions d'attribution n'étant pas certaines au moment des arrêtés de comptes, le produit correspondant n'avait pas été constaté sur les exercices respectifs 2022 et 2023.

La validation par la DREETS a été actée courant 2024 et le produit comptabilisé dans la rubrique « subventions d'exploitation » du compte de résultat 2024.

Une nouvelle convention d'objectifs a été conclue pour la période allant du 1er septembre 2023 au 31 août 2025 pour un montant de 459 900€. Les garanties relatives aux conditions d'attribution n'étaient pas connues avec certitude au moment de l'arrêté des comptes. La contribution n'est pas constatée en produits sur cet exercice.


**commissaire
aux comptes**